



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE CENTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE YAOUNDE

Octobre 2021

Zoom sur les perspectives économiques en Afrique centrale selon le FMI

Selon les dernières prévisions du FMI dans son *World Economic Outlook* d'octobre 2021, publié en marge des assemblées annuelles, l'activité économique de la CEMAC devrait reprendre à +2,5 % après une récession estimée à -2,6 % en 2020 en lien avec la crise sanitaire et le choc sur les cours du pétrole découlant de la pandémie.



LE CHIFFRE À RETENIR

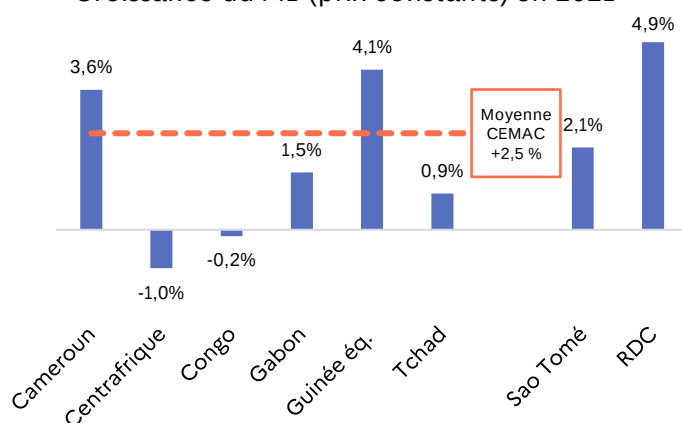
+2,5 %

Prévision du taux de croissance
en 2021 en zone CEMAC

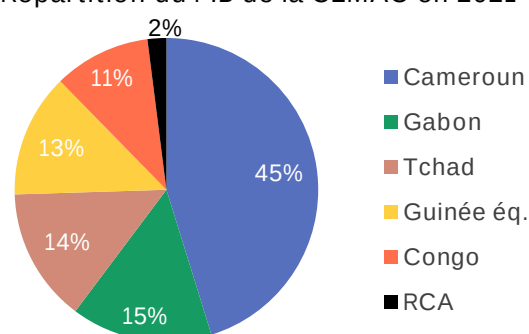
Cette dynamique de reprise enclenchée, bien que plus faible que celle qui est anticipée sur l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (+3,7 %), serait portée principalement par le Cameroun où l'activité devrait connaître une croissance de 3,6 %, et dans une moindre mesure, par la Guinée équatoriale où le PIB augmenterait de 4,1 % sur l'année 2021 malgré une tendance baissière qui serait retrouvée dès 2022. Le Congo, en revanche, connaîtrait une légère récession de -0,2 %, et en République centrafricaine, l'année 2021 se solderait par un recul de l'activité de -1 %, soit une dégradation de 4,5 points par rapport aux prévisions initiales du FMI lors des réunions de printemps.

Hors CEMAC, les prévisions de croissance pour Sao Tomé et la République Démocratique du Congo s'élèvent respectivement à 2,1 % et 4,9 %, la prévision de croissance pour la RDC étant en amélioration de 1,1 point par rapport à avril.

Croissance du PIB (prix constants) en 2021



Répartition du PIB de la CEMAC en 2021





Régional

Visite du Vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et centrale au Cameroun et en RCA

Du 12 au 17 septembre 2021, une délégation conduite par le vice-président de la Banque Mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, Ousmane Diagana, a effectué une [visite officielle](#) au Cameroun puis en RCA pour faire suite au Sommet des Chefs d'Etat de la CEMAC du 18 août et réaffirmer l'engagement de la Banque mondiale dans la zone pour accompagner les Etats dans la mise en œuvre des réformes structurelles.

Au Cameroun, la visite a été marquée par des échanges avec le gouvernement, la BEAC et des acteurs du secteur privé. En République centrafricaine, la délégation a participé à une table ronde sur l'accès à l'électricité dans le pays. Des accords de financement ont été signés pour la promotion de l'éducation et de santé (50 M USD) et la réhabilitation du corridor routier Douala-Bangui (75 M USD).

La coopération entre le Cameroun et la Banque mondiale se matérialise par 24 projets actifs pour un montant de 2,6 Mds USD tandis qu'en RCA, le portefeuille de la Banque compte 23 projets en cours de réalisation pour un total de 716 M USD.

Application de la réglementation des changes au secteur extractif : le gouverneur de la BEAC annoncé à Washington

Dans une correspondance adressée le 17 septembre à Florizelle Liser, présidente de Corporate Council on Africa (CCA), le gouverneur de la BEAC, Abbas Mahamat Tolli, a confirmé sa présence pour une rencontre avec les représentants des entreprises du secteur extractif opérant en zone CEMAC en marge des

assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale. Cette rencontre permettrait d'avancer voire conclure les discussions sur l'application spécifique de la réglementation des changes aux entreprises minières et pétrolières dans la sous-région. Pour mémoire, en novembre 2020, le gouverneur de la BEAC décidait d'une nouvelle prorogation d'un an, au 31 décembre 2021, du délai d'application de la réglementation des changes par les entreprises du secteur extractif de la CEMAC, expliquant ce report par le contexte de la crise sanitaire qui n'avait pas permis l'organisation des séances de travail avec les entreprises du secteur.

Cameroun

Croissance du PIB réel de +0,5 % en 2020 selon l'INS

Selon les [comptes nationaux de l'année 2020](#) publiés par l'Institut National de Statistique, la croissance du PIB réel s'est finalement établie à +0,5 % en 2020, contre 3,5 % en 2019. Le ralentissement de l'activité, en lien avec la crise sanitaire, a été limité grâce à la résilience observée dans le secteur secondaire -et précisément dans le BTP et les industries agro-alimentaires- où l'activité a progressé de 3,8 % contre 3,2 % en 2019. Les secteurs primaire et tertiaire, qui ont été plus touchés, ont affiché chacun un taux de croissance de 0,6 % après 3,1 % et 3,9 % respectivement en 2019. L'INS indique que les branches les plus affectées par la pandémie en ont été : l'hébergement, la restauration, le transport et entreposage, l'exploitation forestière, et l'agriculture industrielle et d'exportation. Côté demande, l'année 2020 a enregistré une baisse des dépenses de consommation aussi bien publiques que privées, tandis que la contraction des dépenses d'investissement a été principalement le fait de la composante publique. Le solde extérieur s'est quant à lui amélioré, la baisse des importations ayant été plus importante que celle des exportations (*cf infra*).

Baisse du déficit commercial de 56 Mds FCFA en 2020

Comme partout ailleurs, [le commerce extérieur du Cameroun](#) a été affecté par en 2020 par la situation sanitaire et les restrictions imposées pour y faire face au niveau mondial. Selon les données de l'INS, les recettes d'exportations du Cameroun se sont élevées à 1813,4 Mds FCFA (environ 3,3 Mds USD) en valeur, soit une baisse de 24,2 % par rapport à 2019. Les importations quant à elle ont connu une baisse de 16,5 % à 3 222 Mds FCFA (5,9 Mds USD). Le déficit de balance commerciale se réduit ainsi en 2020 de 56 Mds (3,8 %). La Chine consolide sa position de premier partenaire commercial du Cameroun (22 % des exportations et 17 % des importations) devant la France qui est 9^{ème} client (3,7 %) et 2^e fournisseur (8,7 %). S'agissant des [échanges du Cameroun avec ses voisins de la CEMAC](#), ils sont également à la baisse. Ils se sont élevés à 135,1 Mds en termes exportations (7,4 % du total des ventes du pays) et 39,4 Mds d'importations (1,2 % du total). Dans la sous-région, le Tchad est le premier acheteur du Cameroun et le Gabon son premier fournisseur.

Hausse de 2,2 % du niveau général des prix entre juin 2020 et juin 2021

Selon la [note](#) publiée par l'Institut national de statistique, les prix au Cameroun ont progressé globalement de 2,2 % entre juin 2020 et juin 2021, contre 2,5 % un an plus tôt. Ce niveau de l'inflation s'explique principalement par la hausse des prix des produits alimentaires, qui a atteint 3,7 % après 3,2 % à fin juin 2020. Selon l'INS, ces tensions inflationnistes sur les produits alimentaires, dont les produits de grande consommation tels que le riz, le maïs, la farine de blé, le poisson, trouvent leur origine dans les perturbations au niveau mondial des chaînes d'approvisionnement en lien avec la situation sanitaire, et seraient entretenues par les spéculations des commerçants, la faiblesse de l'offre locale de produits agricoles, la situation sécuritaire dans certaines régions du pays, ou

encore la dégradation des routes et chemins et fer. S'agissant des villes, Bertoua connaît la plus forte progression du niveau des prix (+5,6 %) comparativement aux autres villes dont Douala (1,9 %) et Yaoundé (1,6 %). Finalement, les prévisions de l'INS tablent sur une inflation annuelle inférieure à 2,4 % à fin 2021.

Accords de financements de la Banque mondiale : 520 M USD de nouvelles conventions signées

La Banque mondiale a annoncé le 28 septembre 2021 un [prêt au Cameroun](#) d'un montant de 100 M USD (56,7 Mds FCFA) à travers l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement du projet d'accélération de la transformation numérique au Cameroun. Le projet a pour objectif de promouvoir l'inclusion numérique et l'utilisation de telles solutions pour le secteur agricole.

Par ailleurs, le 12 octobre, le directeur des opérations de la Banque au Cameroun et le ministre en charge de l'économie ont procédé à la signature de conventions de prêt pour le financement de trois projets, soit le projet d'aménagement et de valorisation des investissements dans la Vallée de la Benoué (220 M USD), le volet camerounais du projet régional sur l'autonomisation de la femme et e dividende démographique (75 M) et le projet d'appui au développement de l'enseignement secondaire et des compétences pour la croissance et l'emploi (125 M).

La CONAC estime le préjudice financier de la corruption à 17,6 Mds FCFA en 2020

La Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC) a publié le 23 septembre son rapport sur l'état de la corruption au Cameroun en 2020. Ce rapport estime le préjudice financier lié à la

corruption à hauteur de 17,6 Mds FCFA (26,8 MEUR). Il établit également que les cinq plus secteurs les plus touchés sont : le transport routier, les affaires foncières, les forces du maintien de l'ordre, les finances et le secteur de la Justice. Pour rappel, en 2020, l'indice de perception de la corruption de Transparency International positionnait le pays à la 149e place sur 180 pays avec un score de 22/100. Le score moyen des pays d'Afrique sub-saharienne était de 32/100.

Impact de la Covid-19 sur les ménages camerounais

L'Institut National de la Statistique a publié le [rapport de l'enquête](#) panel d'évaluation de l'impact sociologique de la COVID-19 sur les conditions de vie des ménages au Cameroun. Cette étude se base sur un échantillon de 2860 ménages dont les données ont été collectées du 1^{er} au 28 février 2021. Ce rapport établit que 3,8 % des chefs des ménages camerounais ont perdu leur emploi pendant la pandémie. Cette statistique est plus importante dans les grandes villes (6 % à Douala et 4 % à Yaoundé). Par ailleurs, 12 % des répondants de l'enquête n'avaient pas d'activité avant la pandémie et n'en n'ont pas trouvé pendant. Près de 60 % des répondants ayant une entreprise familiale considèrent que la pandémie a fragilisé leurs activités principalement dans le secteur agricole et du commerce.

République centrafricaine

Financement de 15 Mds FCFA de la BDEAC pour la lutte contre la Covid-19

La BDEAC et le Gouvernement ont procédé le 13 septembre à la [signature d'un accord de prêt](#) d'un montant total de 15 Mds FCFA pour soutenir la riposte contre la Covid-19 et le renforcement du système de santé en République

centrafricaine. Selon la Banque, ce financement vise à améliorer l'accès équitable de la population centrafricaine aux services de santé de qualité et à garantir la sécurité sanitaire en situation d'épidémie et post-épidémie. Les fonds sont destinés entre autres à la réhabilitation des infrastructures sanitaires existantes ainsi que la construction de nouvelles structures hospitalières.

Congo

Élaboration du PND 2022-2026

La Ministre de l'Économie, du plan, de la statistique et de l'intégration régionale a lancé, le 4 octobre à Brazzaville, les travaux d'élaboration du Plan national de développement (PND) 2022-2026. Le document portera sur six axes prioritaires comprenant i) la diversification économique, ii) le développement de l'agriculture et de l'industrie, iii) le développement du tourisme, iv) le développement de l'économie numérique, v) la promotion immobilière et vi) le développement des zones franches commerciales et des zones économiques spéciales. Ce nouveau PND devrait tenir compte des recommandations du diagnostic du Plan précédent (2018-2022) et d'un éventuel programme d'appui du FMI.

La BDEAC va gérer la ligne de financement du « Fonds Bleu » pour le Bassin du Congo

La BDEAC a été chargée de l'ouverture et de la gestion de la ligne de financement du « Fonds Bleu » pour le Bassin du Congo lors du 2^{ème} Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la Commission climat du Bassin du Congo (CCBC) et du « Fonds Bleu » pour le Bassin du Congo, tenu le 30 septembre par visioconférence. Les participants à ce Sommet ont par ailleurs adopté le plan d'investissement, le mécanisme financier et le schéma de gouvernance. Ce sommet était placé sous le patronage du Président congolais Denis

Sassou N'Guesso, président de la CCBC, représenté par son Premier ministre.

Le Congo-Brazzaville et ENI signent un protocole d'accord pour un projet de bio raffinerie

Ce protocole d'accord, signé le 4 octobre à Brazzaville par le PDG d'ENI et les ministres congolais en charge de l'Agriculture, des Hydrocarbures et de la Coopération internationale, définit le cadre de la production industrielle d'huile de ricin qui devrait servir de matière première pour le système de bio raffinerie. L'objectif visé est d'évaluer l'impact de l'huile de ricin dans le processus de décarbonatation des opérations d'ENI. La phase pilote devrait commencer courant octobre avec des activités de semis sur plus de 200 ha de terres. La phase de développement industriel pourrait se faire sur près de 150 000 ha.

La Chambre des métiers de l'artisanat de France a présenté une étude sur l'implantation d'un Centre de formation aux métiers de l'artisanat

La Chambre des métiers de l'artisanat de France a présenté le 30 septembre à Brazzaville son étude sur l'implantation d'un Centre de ressources professionnelles (CRP) à Brazzaville sur les métiers de la 2ème et 3ème transformation du bois. L'étude a consisté à faire un diagnostic du secteur de l'artisanat congolais et des recommandations pour la réussite de ce projet qui vise à contribuer à l'employabilité des jeunes. Les experts ont relevé la politique volontariste du pays pour développer la filière bois, mais les problèmes d'accès aux matières premières, aux marchés et aux financements constituent entre autres des freins. Cette étude a été cofinancée par le Congo et la BAfD, dans le cadre du Projet d'appui au climat des investissements et à la gouvernance sectorielle forêt-bois (PACIGOF).

Gabon

Relèvement de la note du Gabon par Fitch Ratings

L'agence de notation Fitch ratings a relevé la note du Gabon de CCC à B-, se basant sur des projections économiques stables (rebond des recettes non pétrolières, réduction des dépenses liées à la pandémie, restrictions des autres dépenses courantes). Le nouveau programme FMI d'un montant de plus de 300 Mds FCFA et l'assouplissement des pressions sur les liquidités en raison de la hausse du prix du pétrole sont autant de facteurs qui devraient impacter positivement la situation économique du pays, toujours selon Fitch Ratings.

Le Fonds pour les générations futures devient le Fonds souverain de la République gabonaise

Le Gabon vient de modifier son « Fonds pour les générations futures » en « Fonds souverain de la République gabonaise », afin de renforcer ses capacités financières qui vont désormais intégrer des quotes-parts prélevées annuellement dans la Provision pour Investissement Diversifié (PID), la Provision pour Investissement dans les Hydrocarbures (PIH), les dividendes issus des participations détenues par l'Etat et la rémunération de l'épargne séquestre dans le cadre des provisions de remise en état des sites pétroliers et miniers, ainsi que des recettes budgétaires additionnelles. Géré par le FGIS (Fonds Gabonais d'Investissement Stratégique), le fonds regroupe par ailleurs l'ensemble des actifs détenus par l'Etat dans le capital de trois grandes entreprises : les banques UGB et BICIG et Gabon Telecom.

Signature d'un accord-cadre pour la construction d'une centrale solaire dans la Ngounié

Le gouvernement gabonais et le groupe turc Desiba Energy ont signé un accord cadre d'investissement pour la construction d'une centrale solaire de 20 MW au sud du Gabon (Doubou), pour un montant de 27M€. Cet «investissement direct étranger Greenfield» sera effectué dans le cadre du Plan d'Accélération de la Transformation qui prévoit d'augmenter les capacités de production d'énergie de 250 MW d'ici 2023 (environ 750MW actuellement), en accroissant le mix énergétique (les énergies fossiles représentent environ 65% des sources d'électricité).

Guinée équatoriale

Le FMI accorde une aide d'urgence de 67,4 M USD

Le Conseil d'Administration du FMI a approuvé le 15 septembre 2021 une aide d'urgence de 67,38 M USD (environ 37,4 Mds FCFA) en faveur de la Guinée équatoriale au titre de l'[instrument de financement rapide](#) (IFR). Selon le [communiqué du Fonds](#), ce décaissement vise à permettre au pays de répondre aux besoins urgents de financement du budget et de la balance de paiements découlant de la pandémie de Covid-19 et de l'explosion à Bata, qui ont contribué à augmenter la pression sur le budget, les besoins étant importants pour couvrir aussi bien la reconstruction des infrastructures détruites que les coûts humanitaires engendrés. Les dégâts causés par l'explosion sont estimés à environ 2,5 % du PIB selon le Fonds. S'agissant de la situation économique dans le pays, les dernières estimations du Fonds tablent sur une récession à 4,9 % en 2020. Si la croissance pourrait revenir à 4,1 % en 2021, un retour en récession interviendrait dès 2022.

Tchad

La Banque mondiale exhorte les créanciers privés à restructurer la dette du Tchad

Dans une [déclaration commune](#) faite le 28 septembre 2021, Ousmane Diagana, vice-président du Groupe de la Banque Mondiale pour la région Afrique de l'Ouest et Afrique centrale, et Indermit Gill, vice-président du Groupe chargé de la croissance équitable, des finances et des institutions ont appelé les créanciers privés du Tchad à honorer leurs engagements pour alléger la dette du Tchad.

Selon les deux représentants de la Banque, « La dette du Tchad est insoutenable [...] son traitement est nécessaire afin de la rendre à nouveau viable, d'aider à financer des besoins sociaux importants et de soutenir la paix et la sécurité dans la région ». Après avoir rappelé l'engagement en juin dernier des créanciers bilatéraux publics du Comité des créanciers du Cadre commun pour le Tchad de restructurer leurs créances, ils exhortent « Glencore et les autres créanciers privés à faire de même, à s'engager de façon crédible et sans délai, et à offrir au Tchad un traitement de sa dette comparable à celui prévu dans le Cadre commun ».

La France octroie au Tchad une aide budgétaire de 15 M EUR

Le directeur de l'Agence française de développement (AFD), Philippe Chedanne, le ministre des Finances et du Budget, Tahir Hamid Nguilin et le Premier conseiller de l'ambassade de France au Tchad, Gilles Roussey ont procédé le 29 septembre 2021 à la signature de la convention d'une nouvelle subvention d'aide budgétaire d'un montant de 15 M EUR (soit près de 10 Mds FCFA). Cette aide qui vient en appui au budget du pays apporte une réponse au besoin de financement de l'État tchadien. Elle vise plus généralement à soutenir les efforts de l'État tchadien dans le cadre du programme en discussion avec le Fonds monétaire international.

Cette subvention d'aide budgétaire permettra de soutenir l'amélioration de la gouvernance financière et de la gestion des finances publiques (10,6 M), le secteur de la santé (4,3 M EUR), ainsi que le Comité national de coordination du G5 Sahel (0,1 M). Avec cette nouvelle aide budgétaire, le montant total des appuis du Trésor français versés au Tchad depuis 2016 atteint désormais 170 M EUR (soit plus de 110 Mds FCFA). En 2022, un audit sera réalisé afin d'évaluer l'efficacité de l'emploi de ces soutiens.

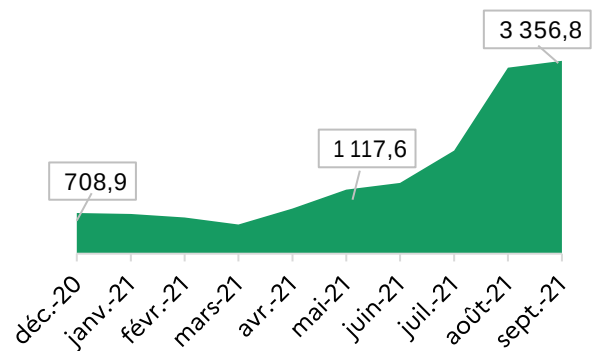
RDC

Niveau record des réserves de change à 3,3 Mds USD

Selon la Banque Centrale du Congo, les réserves de change de République Démocratique du Congo atteignent un niveau record de 3,36 Mds USD - équivalent de 3 mois d'importations du pays - au 17 septembre 2021, soit près de cinq fois le niveau atteint à fin décembre 2020 (0,71 Md). Cette évolution des réserves peut être expliquée par plusieurs facteurs. En effet, la RDC a reçu un premier décaissement de 217 M USD dans le cadre de la Facilité élargie de crédit accordée par le FMI en juillet dernier pour soutenir le programme économique du gouvernement. Le pays a également encaissé un montant de 1,5 Md USD dans le cadre de l'allocation générale des DTS du Fonds d'août dernier. On peut également noter la bonne tenue des cours des deux principaux métaux (cobalt et cuivre) exportés par le pays depuis le début de l'année. Les cours atteignent ainsi fin septembre

respectivement près de 53 000 USD et 9 300 USD la tonne, contre 32 000 et 7 700 fin décembre.

Evolution des réserves de change de la RDC (M USD)



Source : Banque centrale du Congo

Sao Tomé-et-Principe

Election du nouveau Président de la République

A l'issue du second tour du scrutin du 29 août dernier, Carlos Vila Nova a été élu président de la République de Sao Tomé-et-Principe. De l'opposition de centre-droit comme son prédécesseur, Evaristo Carvalho, il poursuivra donc la cohabitation avec le gouvernement social-démocrate de Jorge Lopes Bom Jesus.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international